

# La succession de Juncker divise les Vingt-Sept

**Vendredi, les Vingt-Sept tenteront de trouver une solution à la question du remplacement du président de la Commission Jean-Claude Juncker.**

**VINCENT GEORIS**

Comment sera désigné le prochain président de la Commission européenne? De quelle manière sera comblé le trou de 10 à 11 milliards par an dans le budget de l'UE causé par le départ du Royaume-Uni?

Telles sont les deux questions auxquelles les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE devront répondre vendredi, lors d'un sommet informel, en l'absence du Royaume-Uni.

Les Vingt-Sept sont en quête d'unité face à l'échéance du Brexit, fin mars 2019, et aux élections européennes qui se tiendront en mai. Mais les discussions sur la désignation du successeur de Jean-Claude Juncker sont épineuses.

D'après le Traité, il appartient aux dirigeants de l'UE d'élire le nouveau président à la majorité qualifiée, en tenant compte de l'avis du Parlement européen. Pour éviter d'obscurcir les tractations en coulisse, le Parlement européen a imposé en 2014 la règle du «Spitzenkandidat», qui consiste à choisir comme président le candidat «tête de liste» du parti européen qui obtient le plus de voix.

Lors de la dernière plénière à Strasbourg, les eurodéputés se sont

prononcés à une large majorité pour remettre le couvert en 2019. Mercredi dernier, le président Juncker (PPE) l'a soutenue lors d'une conférence de presse.

Pour les détracteurs de cette méthode, sa vertu démocratique n'est qu'apparente. La plus grande famille étant le PPE, cela revient à lui confier, sans surprise, les clés de la prochaine Commission. Le débat de vendredi sera d'autant plus chaud que l'agenda est serré. Le PPE a prévu de désigner sa tête de liste en novembre prochain. Un an avant l'échéance du mandat de Jean-Claude Juncker.

Plusieurs États s'y opposent, à commencer par la France. Le président Macron devrait rappeler vendredi qu'il souhaite garder les coudees franches, sans être lié par une décision du Parlement. Le Luxembourg, la Pologne et les États baltes y sont également opposés.

Derrière la règle du «Spitzenkandidat» plane l'ombre de Martin Selmayr, le chef de cabinet de Jean-Claude Juncker, intervenu sur Twitter pour soutenir cette méthode.

Pour le quotidien français Libération, M. Selmayr appuierait cette méthode pour garantir son poste, «véritable tour de contrôle de l'exécutif européen», et miserait sur Michel Barnier (PPE, Les Républicains) pour remplacer Juncker. Il serait occupé à convaincre Angela Merkel et Emmanuel Macron.

## **Pas de désignation automatique**

Mais le camp allemand lui-même n'est pas unanime derrière le «Spitzenkandidat». Mardi, Alexander Dobrindt, le chef de groupe de la CSU au Bundestag, s'est prononcé contre.

Selon une source européenne, les «sherpas», chargés de préparer le sommet européen, ont trouvé un consensus sur le fait que le prochain président de la Commission «ne sera pas automatiquement la tête de liste du parti victorieux». Ce ne sera pas forcément un «Spitzenkandidat», mais cela pourrait en être un.

Si ce compromis est endossé vendredi par les dirigeants de l'UE, la porte sera ouverte aux tractations entre États pour désigner le prochain président. Au risque d'aggraver le bras de fer entre le Conseil et les députés européens.

La deuxième question, sur le vide budgétaire causé par le départ du Royaume-Uni, sera plus difficile à résoudre. Faudra-t-il faire des coupes sombres dans la PAC, un cauchemar pour M. Macron? Réduire les aides aux régions les plus défavorisées?

Plusieurs États, contributeurs nets, s'opposent en tout cas à une hausse de leur participation au budget de l'UE (Pays-Bas, Danemark, Autriche, Suède, Finlande) comme le suggère le commissaire au budget Günther Oettinger. L'écheveau est loin d'être démêlé.

**Derrière la règle du «Spitzenkandidat» plane l'ombre de Martin Selmayr, le chef de cabinet de Jean-Claude Juncker.**